



République démocratique du Congo **Lettre à un jeune Africain qui veut devenir journaliste**

Kinshasa, le 1^{er} décembre 2005

Mon jeune ami,

En septembre 1983, je quittais parents, amis et ma ville natale de Lubumbashi, chef-lieu de la province cuprifère du Shaba (redevendue Katanga depuis la chute du Maréchal Mobutu) pour rejoindre la ville mythique qu'était pour moi Kinshasa, la capitale de l'ex-Zaïre. Mon bac de Latin-Philosophie en poche, j'allais dans la capitale du pays, pour la première fois de ma vie, afin d'y suivre une formation de journaliste. Il n'y avait qu'une seule école supérieure qui organisait, en deux cycles (graduat et licence), cette formation. C'était l'ISTI (Institut des Sciences et Techniques de l'Information). Un institut supérieur prestigieux soutenu par la coopération française et allemande et qui attirait beaucoup de futurs journalistes des pays des Grands Lacs et même du lointain Bénin.

Alors que l'enseignement universitaire commençait déjà à périliter, l'ISTI gardait encore sa rigueur scientifique. Celle-ci commençait par un concours d'admission. Le bac n'était pas suffisant pour accéder à la seule école de journalisme du pays. Il fallait prouver que ce parchemin valait quelque chose en passant un concours écrit et oral portant essentiellement sur l'écriture, la culture générale et l'élocution. Même lorsqu'on avait satisfait à ce concours d'admission, il fallait se classer en ordre utile car, géopolitique oblige, l'ISTI prenait quatre étudiants par province d'origine !

J'avais été séduit par cette profession dès mon jeune âge. Déjà, à l'école primaire et secondaire, je m'amusais à jouer au reporter lors des championnats scolaires et autres manifestations para scolaires. J'avais été aussi séduit par des modèles de l'époque qu'était pour moi des célébrités du monde de la presse congolaise qu'était les Mwamba Kapinga, Jean-Pierre Kibambi Shintwa, Kasongo Mwema et feu Lucien Tshimpumpu wa Tshimpumpu. Je voulais être comme eux. Et je choisis la voie royale, celle de la seule école de journalisme du pays.

Quelle ne fut pas ma joie lorsqu'au bout de trois années d'études de journalisme, un dossier sur le contentieux belgo-zaïrois que j'avais réalisé dans le cadre de mes travaux pratiques à l'école fut publié dans un magazine congolais dénommé « FINANCE » qui venait d'être créé par un de mes professeurs, M. Tryphon Kin-Kiey Mulumba. Ce dossier constitue au fait le

premier article réalisé et signé de mon nom. Je n'avais pas encore terminé mes études. Il me restait à achever les deux années de licence. Déjà, ce fut une joie immense de savoir que j'étais lu par beaucoup de gens qui du reste ne me connaissait pas.

Cette « célébrité » d'un jour m'encouragea dans ma voie de devenir journaliste. Depuis la publication de ce dossier, j'ai intégré, encouragé par mon prof, la rédaction du Mensuel FINANCE qui deviendra par la suite LE SOFT et se muera en un hebdomadaire élitiste. Je partageais donc mon temps entre mes cours et la rédaction de mon journal. Le petit étudiant que j'étais est devenu un journaliste côtoyant les grands de mon pays et du monde de passage à Kinshasa tel James Baker, l'ancien secrétaire d'Etat américain. Toutes les portes m'étaient ouvertes car mon journal était à l'époque l'un des plus prestigieux du pays. J'ai rencontré, et parfois même sympathisé avec des premiers ministres et ministres zairois de l'époque et autres grosses fortunes du monde des affaires congolais.

Je m'amusais à l'idée de regarder un tout puissant gouverneur de la banque centrale ou ministre pleurnicher devant moi ou au téléphone parce que je l'avais critiqué ou égratigné dans l'un de mes papiers. Je découvris que tous ces grands messieurs étaient, avant tout, fait de chair et de sang. Et qu'un « petit journaliste » que j'étais pouvait leur faire mal et les empêcher parfois de dormir !

Cette satisfaction personnelle de contribuer chaque semaine, par mes écrits, au débat public dans mon pays, va s'estomper le jour où un des bonzes de l'ex-Parti unique, piqué au vif par un de mes articles sur un meeting qu'il avait organisé dans un quartier populaire de Kinshasa, va faire une descente à ma rédaction pour me menacer de me mettre une balle dans la tête devant mon patron médusé. Ou lorsque le tout puissant secrétaire général de l'ex-parti Unique va me téléphoner pour me traiter de « fils de pute » parce que je l'avais égratigné dans un de mes papiers intitulé « Nomenclatura zairoise : que sont-ils devenus ? ». J'avais certainement de la chance. Ils auraient pu m'envoyer en prison, à défaut de me faire disparaître comme les Pierre Kabeya, Adolphe Kavula ou Belmonde Magloire.

Je réalisais donc que ce métier passionnant dont j'avais rêvé dans ma jeunesse n'était pas que fait de roses. Dans nos pays africains où la démocratie reste encore du domaine de la rhétorique, le métier de journaliste définit dans ma langue maternelle par l'expression « celui qui voit et qui dit » était plus fait d'épines que de roses. Dans un pays qui a vécu trente-deux années de pensée unique, la critique et la contradiction étaient la voie indiquée pour la prison, le cimetière ou le fond du majestueux fleuve Zaïre.

Je commençais réellement à m'interroger sur la pratique de cette profession dans mon pays. Je commençais à être désillusionné. Je répétais en moi-même cette phrase d'un de mes profs à l'école de journalisme qui, dès le premier jour, recommandait à ceux d'entre nous qui ambitionnaient de devenir riches de changer d'école. Les épines du métier de journaliste dans nos pays africains, c'est aussi ces manques de salaires ou ces salaires misérables qui

poussent certains à échanger leur indépendance contre des espèces sonnantes et trébuchantes. Faut-il toujours les blâmer ? La vertu n'a-t-elle pas besoin d'un peu de moyen ? Comme de nombreux journalistes africains, je me suis retrouvé plus d'une fois devant ce dilemme entre l'indépendance et l'argent. Comment résister à un appel du pied pour un papier laudatif lorsqu'on a laissé son fils malade et sans soin faute d'argent ?

Avec toute mon amitié,

Donat M'Baya Tshimanga
Journaliste, président de Journaliste en danger (JED)